

# DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Envoyé en préfecture le 13/12/2023

Reçu en préfecture le 13/12/2023

Publié le

ID : 031-213100480-20231211-M231211\_D2346-DE



Séance du lundi 11 décembre 2023

**D23-46**

## **NOMBRE DE MEMBRES**

En exercice : 23

Présents : 17

Absents : 6

Nombre de suffrages  
exprimés : 23

Pour : 23

Contre : 0

Abstention : 0

Date de la convocation  
07/12/2023

Date d'affichage de la  
convocation  
07/12/2023

L'an deux mille vingt-trois le 11 décembre, le conseil municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence du maire, Monsieur Jean ROUSSEL.

### **Etaient présents :**

Mme BOURDIN Emilie, Mme CATHALA Aline, M. CHAUVET Pascal, M. FUMANAL Marcel, Mme JARA Virginie, Mme KOPROWSKA Bogumila, M. LARRIE Thibault, M. LE GALLOUDEC Olivier, M. MANOU Stéphane, Mme MILLET KHALKHAL Farida, M. ROBERT Jean-Marc, M. ROUSSEL Jean, Mme RUIZ Marie, M. RUMPALA Patrice, M. TOUSSAINT André, Mme VILELA Céline, M. WALCH Julien.

### **Procurations :**

Mme ABELLA Jennifer donne pouvoir à M. ROBERT Jean-Marc ;  
Mme CROS ARAVIT Caroline donne pouvoir à M. RUMPALA Patrice ;  
Mme CYRVAN Audrey donne pouvoir à Mme VILELA Céline ;  
M. DAGOU Bernard donne pouvoir à M. LE GALLOUDEC Olivier ;  
M. LEROY Yves donne pouvoir à M. ROUSSEL Jean ;  
Mme REPIQUET Tessa donne pouvoir à Mme CATHALA Aline ;

**Etaient excusés :** Mme ABELLA Jennifer, Mme CROS ARAVIT, Mme CYRVAN Audrey, M. DAGOU Bernard, M. LEROY Yves, Mme REPIQUET Tessa.

## **Ressources humaines – Modalités de mise en œuvre du télétravail**

Vu l'article L. 430-1 Code général de la fonction publique ;

Vu l'article L. 1222-9 du Code du travail ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat et dans la magistrature ;

Vu le décret n° 89-229 du 17 avril 1989 relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, notamment son article 37-1-III ;

Vu le décret n° 2016-1858 du 23 décembre 2016 relatif aux commissions consultatives paritaires et aux conseils de discipline de recours des agents contractuels de la fonction publique territoriale, notamment son article 20 ;

Vu le décret n° 2016-151 du 11 février 2016 relatif aux modalités de mise en œuvre du télétravail dans la magistrature ;

Vu la délibération D21-54 en date du 08/12/2021 relative au temps de travail dans la collectivité ;

Vu la circulaire NOR : RDFF1710891C du 31 mars 2017 relative à l'application des règles en matière de temps de travail dans les trois versants de la fonction publique ;

Vu l'accord-cadre relatif à la mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique du 13 juillet 2021 ;

Vu l'avis du comité social territorial en date du 03 octobre 2023.

Vu l'avis favorable de la commission AGRH du 11 septembre 2023 ;

Considérant la charte télétravail placée en annexe ;

**entendu l'exposé et après avoir délibéré,  
le conseil municipal**

- **APPROUVE** la mise en œuvre du télétravail pour les agents de la collectivité à compter du 01 janvier 2024 ;
- **APPROUVE** les modalités de mise en œuvre du télétravail définies dans la charte de télétravail ci-joint ;
- **AUTORISE** Monsieur le maire ou son représentant à signer tous les documents nécessaires à l'application de la présente décision.

**Annexe D23-46 – Charte télétravail**

Ainsi délibéré les jours, mois et an que dessus.  
Pour extrait certifié conforme.

Fait à BAZIEGE,

Monsieur le maire

La secrétaire de séance

Jean ROUSSEL

Bogumila KOPROWSKA

